

Conseil administratif Portraits de candidats 1/10

Un Genevois du Liban

Durant sa carrière, le socialiste Sami Kanaan a alterné l'engagement politique et associatif

La «Tribune de Genève» présente les candidats à l'élection au Conseil administratif de la Ville. Aujourd'hui Michel Chevrolet, PDC.

Marc Bretton

Le candidat socialiste à la Mairie de Genève n'a pas une biographie ordinaire. Né à Beyrouth d'un père sunnite et d'une mère bernoise, catholique pratiquante, Sami Kanaan (47 ans) a traversé la guerre civile qui a déchiré le pays avant d'arriver en Suisse. Que dit-il de cette époque maudite? Pas grand-chose: «Grâce à des allers-retours avec la Suisse, nous avons toujours évité les pires moments.»

Ce sobre constat, c'est tout lui! Car Sami Kanaan est avant tout un pragmatique doué pour l'analyse. Et là où un autre forgerait des romans, évoquerait son père, architecte d'intérieur, qui a voulu rester au pays alors que le reste de la famille émigrerait en Suisse quand le conflit devenait trop meurtrier, il se contente d'esquisses où apparaissent en grisé les affrontements entre milices, les check-points fermés. Alors la guerre? «On s'en est bien tirés: nous n'avons pas été des réfugiés comme tant d'autres.» Pour le pathos, on repassera...

L'armée puis l'objection

Son arrivée en Suisse remonte à 1981. Sami Kanaan habite Berne chez ses grands-parents et fait son collège à Bienne. Il passe son diplôme d'ingénieur en physique à l'EPFZ, puis, à peine naturalisé, c'est l'armée et ses gaîtés: «J'avais promis à mon grand-père bâlois, un bon PDC qui m'avait soutenu dans la procédure de naturalisation, d'y aller sans faire d'histoires», dit-il avec un peu de regrets. Regret comblé ultérieurement par une objection de conscience...

Il vient à Genève pour faire une licence en science politique. «Comme d'autres, je ne m'attendais pas à rester.» Mais il tombe alors dans la marmite du Parti socialiste.



Sami Kanaan,
candidat socialiste.
LAURENT GUIRAUD

Bio express

Naissance: en 1964 à Beyrouth. Il effectue ses études au lycée français.
Formation: DES en science politique, diplôme de physicien EPFZ.
Profession: directeur au Département municipal de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports.
Etat civil: célibataire.

Non qu'il n'ait jamais milité avant. Tout jeune, il anime un mouvement pacifiste contre la guerre au Liban, puis l'association des étudiants de l'EPFZ et enfin l'Union des étudiants (UNES). Un «cursus honorum» du plus bel effet pour un politicien en devenir.

A Genève, son arrivée ne passe pas inaperçue. Longtemps président de la section ville du PS, l'inamovible Roman Juon remarque cette recrue de choix: «J'ai été impressionné par la force de travail de Sami, ses talents de persuasion. Il débar-

quait de Zurich où les sections sont organisées par quartiers, où on sait militer. Il est intelligent et modeste, hypersérieux.» Un bémol? «Non, il m'a engueulé une fois sèchement, parce que je refusais de me mettre à l'informatique. Je n'ai pas dormi de la nuit et le lendemain, je suis allé m'acheter un ordinateur.» Le jeune militant monte en grade. Membre du comité, puis coprésident de la section Ville avec Véronique Pürro. Participe à la mise en place de l'Alternative qui fait sauter la majorité de l'En-

tente au pouvoir en Ville depuis toujours. Au PS cantonal, il milite en 1991 pour que Christian Grobet obtienne la dérogation lui permettant de rester 16 ans au Conseil d'Etat. L'erreur est humaine...

Les naïfs pensent qu'en politique les premiers rôles arrivent tout cuits. Erreur. Candidat au Grand Conseil, Sami Kanaan échoue en 1993, puis au Municipal en 1995. Il y entre en cours de mandat. Mais sa «carrière» décolle en fait en 1999 lorsqu'il est réélu. Déjà, «on» pense à lui pour succéder à Jacqueline Burnand? Il s'efface au profit de Manuel Tornare. En 2001, il entre au Grand Conseil.

Mais Sami Kanaan ne se contente pas de politique, il milite aussi dans le tissu associatif. Son CV est touffu, presque inquiétant. Maison de quartier des Eaux-Vives. Bénévole au Groupe sida Genève, président de l'Association Transports et Environnement, coprésident du lobby Pro-CEVA. Il laisse plutôt des bons souvenirs. Membre du Comité sida Genève, le député libéral Renaud Gautier évoque sa courtoisie et sa capacité d'écoute «face à un comité formé de gens intelligents et passablement allumés». Le radical Gabriel Barrillier, coprésident du comité Pro-CEVA: «Un social-démocrate bon teint prêt à trouver un accord et qui ne s'arqueboute pas sur des dogmes.»

Et professionnellement? A l'époque Sami Kanaan travaille au sein de la Confédération européenne des recteurs d'université, jusqu'en 2001, puis dans un bureau d'évaluation des politiques publiques.

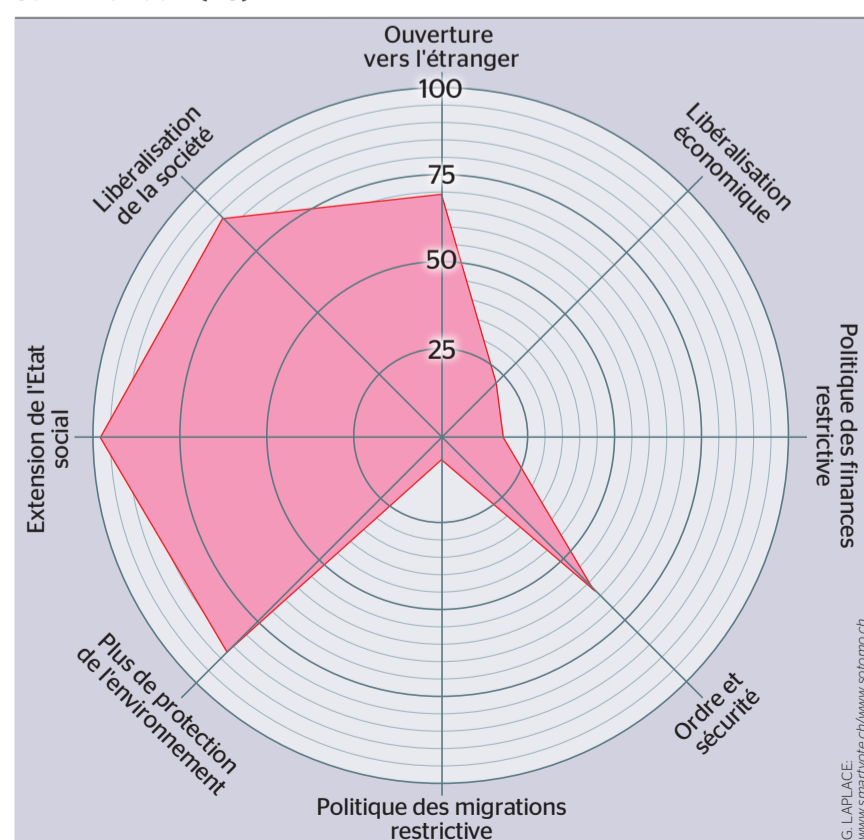
Le modèle Longchamp?

En 2005, il rejoint Manuel Tornare en qualité de directeur adjoint de son département. «J'ai eu envie de réaliser. Le Législatif, c'est bien, mais j'ai voulu aussi mettre en place», explique le candidat. Au Grand Conseil, son départ soulève quelques regrets: il y laisse le souvenir d'un député solide, auteur notamment avec le libéral Ivan Slatkine d'un rapport remarqué et sans concession sur le Stade de Genève.

Etrange détour quand même que cette étape dans l'administration. De mémoire, seul François Longchamp a ainsi alterné entre administration publique et politique.

Consultez nos vidéos de Sami Kanaan sur www.tdg.ch

Sami Kanaan (PS)



Vous aussi, vous pouvez établir votre profil Smartvote, via notre site www.tdg.ch. Et vous comparer ensuite aux différents candidats à l'Exécutif de la Ville,

«La droite libérale est victime de l'économie spéculative»

Sami Kanaan, vous travaillez pour Manuel Tornare, qui avait trois mandats. Si vous êtes élu, c'est comme si Tornare continuait, non?

J'assume le bilan de Manuel Tornare. Si je suis élu et que je reprends son département, je serai opérationnel immédiatement. Mais nos personnalités sont assez différentes, comme d'ailleurs l'actualité. Manuel a mis en place les crèches, je devrai m'occuper de la mise en place de l'accueil continu pour les petits à l'école.

Vous pourriez aussi vous charger de la culture...

Reprendre la culture constituerait un joli défi. Il faut sortir du conflit entre la Ville et le Canton, dont la culture a été la victime. Mais le Canton ne peut pas vouloir décider en la matière sans rien payer. Je suis favorable à l'idée de trouver une forme de cogestion ou de partage des tâches. Une collaboration avec les autres communes est aussi possible. Suite à l'échec de la Maison de la danse à Lancy, Patrice Mugny a initié un groupe de concertation avec les Communes qui marche bien.

Etat et Ville s'affrontent sur le maintien d'une allocation visant les personnes âgées. Comment sortir du conflit?

Le Canton doit faire un geste. Il n'y a aucune raison d'enlever une aide aux personnes âgées, même si objectivement on peut souhaiter qu'une personne reçoive les mêmes aides qu'elle habite à Carouge ou à Genève. Nous pourrions trouver une solution si l'Etat augmentait ses barèmes sociaux pour toutes les personnes âgées du canton. Nous pourrions ainsi consacrer l'argent à aider d'autres catégories sociales.

Vous êtes d'origine étrangère, installé tard à Genève. Que dites-vous à ceux qui pensent que vous n'êtes pas d'ici?

Que c'est aux citoyens de se prononcer. Mes origines résumant assez bien une partie de Genève, dont la capacité d'intégration n'est plus à démontrer. Je respecte en parallèle l'histoire du canton, même si je n'en suis pas le produit direct.

Le Mouvement citoyens genevois a fait un bon score aux dernières élections. Il propose de réserver les emplois communaux aux Genevois. Votre avis?

En Ville, on engage surtout des personnes domiciliées dans le canton. Il faut une dérogation si on habite en périphérie. Sur le fond, le MCG se trompe de cible en érigeant le frontalier en bouc émissaire et

en opposant les travailleurs entre eux. Il ferait mieux de s'intéresser aux patrons qui engagent des frontaliers pour faire pression sur les salaires ou renoncent à former des apprentis locaux par paresse. D'ailleurs, tous nos problèmes ne viennent pas de là! Nos difficultés de logements par exemple sont liées en partie à l'implantation ininterrompue d'entreprises internationales «haut de gamme», qu'il faut cesser de courtiser.

On peut quand même construire à Genève pour créer du logement ou faut-il y renoncer aussi?

La Ville arrive au bout des terrains disponibles. L'effort doit être consenti dans les communes riches qui ont du terrain disponible.

L'Entente explose. Une bonne nouvelle pour la gauche?

Electoralement oui. Sur le fond, non. La droite libérale est victime des conséquences électorales de l'économie spéculative qu'elle soutient. A un moment donné, le chômage, la crise du logement se payent. En même temps, la gauche a besoin d'un partenaire de négociation sérieux. Et voir l'Entente entrer en déliquescence n'est pas réjouissant.